

Two articles in the volume address the themes of the status of women and children in Canadian law. Constance Backhouse's pioneering study of custody in the nineteenth century argues that changing conceptions of motherhood and childhood help to explain the reversal of "patriarchal" patterns in custody awards. Mothers began to receive custody of their children by the last quarter of the nineteenth century when judges began to recognize the need for better child protection and the potential benefits of maternal custody for children. This rather than a "women's rights" argument was the motivating force, according to Backhouse. The lack of research in this area of women's rights' activism and Backhouse's limited knowledge of sources in Canadian women's history make this argument a very tentative if interesting one needing further demonstration. Backhouse further notes the increased role for state intervention by the end of the nineteenth century when the "interests of the child" might dictate removal from parental authority.

While Backhouse limits her comments to English Canada, Jennifer Stoddart focuses on Quebec's Dorion Commission of 1929-31. The investigation of the civil rights of women, backed by feminists, served to distract attention from the demand for suffrage in Quebec. The Commission served to reaffirm the *status quo* and from the start it played a political role in reasserting fundamental values in Quebec. Although some of married women's legal disabilities were eased by reforms arising from the Commission, the basic principles of the Civil Code were not challenged. Not only does Stoddart's essay provide an analysis of the Civil Code, but it also integrates the Commission's political and ideological role into an understanding of the role of women in the family and in the survival of the French nation. The Commission reaffirmed the ideological perspective of the clerically-dominated élite. Stoddart's very useful essay is based on evidence from a commission rather than court cases; the nature of the evidence and her background in both law and social history enable her to demonstrate successfully a "law and society" approach.

This volume has moved legal history in Canada forward; not only will legal historians benefit from Flaherty's attempt to broaden our notions of legal history but social, economic and political historians will be forced to recognize the relevance of legal materials for their own fields. Social historians in particular should be pleased to see materials on women and labour, too often ignored or fragmented from general historical discussion. Nonetheless, these essays reveal, in varying degrees, the need for more social and economic history before we can actually realize the kind of legal history the editor proposes.

Linda KEALEY
Memorial University of Newfoundland

* * *

FRANCES G. HALPENNY et JEAN HAMELIN (sous la direction de) — *Dictionnaire biographique du Canada*. Volume XI: *De 1881 à 1890*. Québec, Les Presses de l'université Laval, 1982. xx, 1192 p.

Il y a une année déjà que le volume XI du *Dictionnaire biographique du Canada* a été publié. C'est le huitième d'une série amorcée en 1966 par une équipe de chercheurs œuvrant à Québec et Toronto. La période qui va de l'an 1000 à 1800 a déjà été couverte par les quatre premiers volumes. D'ici quelques années, tout le XIX^e siècle aura été couvert à son tour grâce aux volumes V à

VIII (1801 à 1861) et XII (1891-1900) qui manquent encore. Le tome XI ne nous offre pas, comme dans le cas des premiers volumes, un essai susceptible de présenter la période historique concernée par celui-ci. La population a considérablement augmenté, les secteurs d'activité sociale se sont multipliés, et le Canada s'étend déjà de l'Atlantique au Pacifique; une brève étude n'aurait pu rendre adéquatement compte de la diversité qui prévaut.

Cependant le volume XI contient différents guides qui doivent en faciliter la consultation. D'abord l'« Identification des personnages » qui permet de regrouper les biographies selon le secteur d'activité des individus concernés, plus certaines autres rubriques: Divers, Peuples autochtones. Soulignons que les groupes les plus nombreux sont les « Hommes politiques », les « Femmes et hommes d'affaires », les « Juristes » et le « Clergé ». D'autres groupes sociaux sont aussi représentés, mais bien faiblement compte tenu de leur importance numérique dans le Canada du siècle dernier: les « Artisans », les « Marins », les « Militants ouvriers » puis les « Ouvriers » eux-mêmes. Nous trouvons ensuite la répartition géographique de tous ces personnages. Le Québec et l'Ontario, les provinces les plus peuplées, regroupent une bonne majorité des individus. Il y a enfin un index de tous les noms cités dans ce volume. En fait les 586 biographies que nous y trouvons reflètent l'état de l'historiographie canadienne. En effet, on a fait le tri parmi les personnages qu'on peut retrouver dans les diverses études publiées. Cela explique le grand nombre de politiciens ou d'hommes d'affaires dont on fait état.

Compte tenu de la décision de placer les personnages dans l'un ou l'autre des volumes selon la date de leur décès, ceux qu'on retrouve dans le tome XI ont été actifs, pour la plupart, sous le gouvernement de l'Union ou les premières années de la Confédération. Cette manière de regrouper les personnages est tout à fait arbitraire, et enlève à chaque volume une certaine cohérence. Mais on n'aurait sans doute pas pu trouver une classification plus efficace. Il faudra attendre de posséder tous les volumes pour pouvoir profiter pleinement du dictionnaire. D'ailleurs un premier *Guide de consultation* permet d'utiliser efficacement les volumes I à IV, pour la période qui va de 1000 à 1800. Il sera possible d'en faire autant pour le XIX^e siècle, lorsque tous les volumes en préparation auront été publiés. Cela fera sûrement du *DBC* l'un des meilleurs instruments pour étudier l'histoire du pays.

Parmi les biographies les plus importantes, soulignons celles des Riel, Chauveau, Letellier de Saint-Just et Cauchon parmi les politiciens de langue française. Les biographies d'anglophones sont généralement plus courtes, mais plus nombreuses. Parmi les politiciens, on trouve les Buchanan, Gray, Hincks, Norquay, etc. Du côté des hommes d'affaires, les anglophones sont aussi les plus nombreux, comme ils sont les plus importants. Qu'on nous permette de nommer seulement Hugh Allan. Notons enfin la présence de quelques autochtones. Les Cris qui se sont insurgés contre le gouvernement canadien dans les années 1880 forment sûrement le groupe le plus nombreux d'entre eux.

Ces quelques lignes, nous l'espérons, illustrent bien l'immense utilité du volume XI du *DBC* pour tous ceux que l'histoire canadienne intéresse. Soulignons en terminant qu'il résulte des efforts réunis de 382 collaborateurs. Ce nombre traduit bien l'ampleur de l'œuvre.

Jean-Pierre CHARLAND
Université d'Ottawa